

**NOUVELLES**

**CSN**

Numéro 350

13 novembre  
1992



# Trop vieux pour être jeunes

Page 3



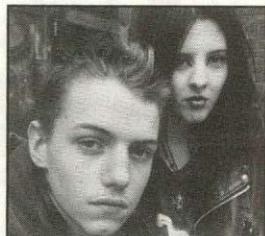
3

6

8

10

12



### Trop vieux pour être jeunes

Les baby-boomers auraient-ils raté une occasion exceptionnelle de créer une société libre qui sait faire une place de choix à la génération de l'avenir?

### À ce prix-là, c'est non aussi!

Au Saguenay-Lac Saint-Jean, les membres de 24 syndicats du secteur de l'alimentation font front commun pour résister aux importantes demandes de concessions formulées par leur employeur, et aussi pour améliorer les conditions de travail de 70% d'entre eux: les employé-es à temps partiel.

### La destitution tranquille

Au Québec, nous avons eu la «révolution tranquille». Au Brésil, c'est maintenant la «déstitution tranquille». Une première dans l'histoire contemporaine de l'Amérique latine: un président destitué sans coup d'État militaire.

### La continuité mouvementée

Le Chili de l'après-Pinochet n'a pas la sérénité que les informations que l'on reçoit ici lui confèrent. C'est du moins ce qu'a constaté sur place une délégation de syndicalistes québécois, tout récemment.

### 350... numéros

Montréal a eu 350 ans durant tout l'été, *Nouvelles CSN* a aujourd'hui 350 numéros à son palmarès. Un broissage de l'histoire de l'organe officiel de la CSN, qui démontre qu'elle a toujours été intimement liée aux luttes du mouvement autant qu'à l'évolution de la société québécoise.

LE SANG CONTAMINÉ:  
LE DOUTE S'INSTALLE!!



**Coordination**  
Jean-Pierre Paré

**Rédaction**  
Michel Crête  
Guy Ferland  
Louis-Serge Houle  
Henri Jalbert  
Thérèse Jean  
Marc Laforge  
Luc Latraverse  
Lucie Laurin  
Jean-Pierre Paré  
Michel Rioux  
Jacqueline Rodrigue

**Collaborations**  
Normand Beaudet  
Jean-Noël Bilodeau  
Jacques Guay  
Michel Tremblay  
Clément Trudel  
Pierre Vadeboncoeur

**Conception graphique**  
Jean Gladu

**Mise en page électronique**  
Jean Gladu  
Sophie Marcoux  
Jean-Pierre Paré

**Photographe**  
Alain Chagnon  
Michel Giroux

**Caricaturiste**  
Garnotte

**Impression**  
Les travailleurs et travailleuses syndiqués CSN de L'Imprimerie L'Éclaireur de Beauceville

Les syndicats ont l'autorisation (et notre encouragement) de reproduire le contenu de **NOUVELLES CSN** dans leur journal.

**NOUVELLES CSN** est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux. Publié à tous les quinze jours, il est tiré à 32,000 exemplaires et distribué gratuitement dans les syndicats de la CSN à travers le Québec, à raison d'un exemplaire par dix membres, en principe. Pour recevoir des copies supplémentaires: CSN adressage, 1601 de Lorimier, Montréal H2K 4M5.

Rédaction: 514-598-2159 Distribution: 514-598-2233  
Numéro central: 598-2121

Issus de la génération choyée des baby-boomers, enfants de la libération sexuelle et de la révolution tranquille, les jeunes d'aujourd'hui devraient avoir reçu en héritage le goût de vivre heureux dans une société où tout est possible. Pourtant, même si la majorité d'entre eux traverse l'adolescence sans trop de remous — comme autrefois — il demeure une minorité qui pense ou qui recourt au suicide en nombre effarant, et qui se débat, à des âges de plus en plus précoces, avec des problèmes que leurs parents n'affrontaient jadis qu'une fois devenus adultes.

« Les itinérants sont de plus en plus jeunes, tout comme les ados qui viennent à la clinique avec des problèmes semblables à ceux des autres, mais qui se sentent incapables de les résoudre seuls », explique Julie LeBlanc, tra-



Julie LeBlanc

# TROP VIEUX POUR ÊTRE @JEUNES!

Par Lucie Laurin

vaillouse sociale à la clinique des jeunes Saint-Denis, dont les salarié-es sont syndiqués à la FAS-CSN. Une soirée par semaine, Julie fait du « travail de rue » auprès des jeunes marginaux, punks, décrocheurs, fugueurs, qui vivent dans la rue. Certains se sont échappés d'un centre d'accueil, d'autres n'ont aucune famille ou ont rompu avec leurs parents.

L'été, la clientèle rajeunit. Julie voit alors arriver des jeunes de 12, 13 ans en fugue, provenant de tous les coins du Québec: « Ils viennent à Montréal pour tripper. Ils arrivent comme des touristes et, les premiers jours, ont l'impression de faire partie d'une grande famille avec les autres itinérants. Mais ils déchantent vite quand ils ne peuvent pas manger à leur faim... »

## Au bord du gouffre

Julie parle avec eux, leur distribue des condoms, leur fait connaître la clinique des jeunes. « Les demandes des clients des jeunes prostitués sont de plus en plus vicieuses », explique-t-elle. Ils leur offrent, par exemple, \$20 de plus pour qu'ils renoncent au condom.

Pour \$20, le jeune accepte. » Quant aux fugueurs qui arrivent avec l'été, Julie essaie de les récupérer avant qu'il ne soit trop tard. « Les pimps sont partout, dit-elle. Et ils ont un instinct sûr pour dépister ceux qui débarquent de leur région. S'ils se laissent happer, c'est la violence, la prostitution, la drogue, bref: la jungle, qui les attend. »

Que faire? Essayer de leur donner le goût de la vie, les convaincre qu'il y a autre chose. C'est ce que fait Julie LeBlanc. Mais sans se dire qu'elle est là pour les sauver. Ou pour les changer. Et ces jeunes aux cheveux multicolores, avec leurs petits rats qu'ils élèvent sur eux et qui ne les quittent jamais, avec, souvent, leur air révolté, l'aiment bien, Julie. Deux d'entre eux ont récemment volé à son secours alors qu'elle était aux prises avec des hommes qui la harcelaient.

## La détresse ordinaire

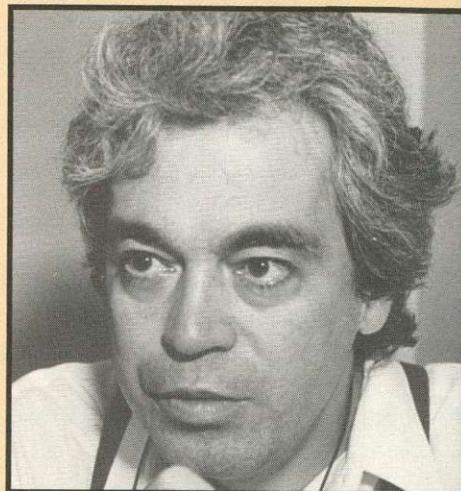
À l'intérieur de la clinique, les jeunes qui se présentent (à 80% des filles) sont accueillis par l'un ou l'autre membre de l'équipe selon le problème. Julie,

pour sa part, reçoit les décrocheurs, les suicidaires, ceux qui ont des problèmes avec le chum ou avec la famille. Les cas d'abus sexuels sont dirigés vers l'hôpital Sainte-Justine.

Parfois, c'est un événement ordinaire qui a tout bouleversé, qui a plongé le jeune dans une détresse apparemment sans issue. « Le fond du problème, commente Julie, c'est souvent un manque d'estime de soi. Les jeunes d'aujourd'hui ont un surplus de modèles pour ce qui est du PARAÎTRE, auxquels, par ailleurs, il est impossible de correspondre. Mais pour ce qui est de l'ÊTRE, ils n'en ont pas; ils doivent se créer un modèle à eux, et ils n'ont rien pour se raccrocher. À un moment donné, ça va mal partout, ils se sentent à côté de la track, ils ont l'impression qu'ils ne valent rien, et c'est alors qu'ils pensent au suicide. »

## Les «mineures évoluées»

Jean Guimond, méde-



Jean Guimond

cin omnipraticien à la même clinique, accueille les jeunes qui réclament un avortement. Là aussi, il faut bien constater que la clientèle a rajeuni, ce qui n'est pas sans multiplier les problèmes

d'accessibilité et de contrôle des autorités. Il lui est parfois arrivé de pratiquer un avortement sur des adolescentes de moins de 14 ans. *«Il n'y a aucune jurisprudence sur le sujet, mais on compte de plus en plus d'avis légaux et éthiques sur lesquels on peut se baser pour dispenser des services aux moins de 14 ans. On utilise la théorie de la mineure évoluée: il s'agit de faire la preuve, témoins à l'appui, que la mineure est capable d'exercer un choix. Si elle peut vivre sa sexualité, elle en est certainement capable, n'est-ce pas?»*, explique le médecin, qui a pris le parti de défendre les droits de la jeune patiente envers et contre toutes les autorités, parentales, scolaires ou autres. La clinique des jeunes elle-même, d'ailleurs, se lance publiquement, à l'occasion, à la défense des ados. Elle est intervenue, par exemple, lorsque la CECM a voulu forcer les infirmières d'école à violer le secret professionnel auquel elles sont tenues en révélant la nature des services dispensés aux adolescentes (pilule contraceptive, avortement).

Il n'en reste pas moins que l'avortement représente une étape importante dans la vie de la jeune fille et de ses parents, s'il y a lieu; et Jean Guimond et les autres intervenants de l'équipe font en sorte qu'elle se déroule le plus harmonieusement possible.

### **La sexualité: une préoccupation majeure**

La sexualité, les premières expériences, les échecs, la contraception, les MTS, constituent la préoccupation majeure qui amène les jeunes en consultation à la clinique. *«Une petite minorité d'ados vivent*

*«Alors s'assit sur un monde en ruines  
une jeunesse soucieuse.*

*Tous ces enfants étaient des gouttes  
d'un sang brûlant qui avait inondé  
la terre; ils étaient nés au sein  
de la guerre, pour la guerre. (...)  
Ils avaient dans la tête tout un monde;  
ils regardaient la terre, le ciel,  
les rues et les chemins,  
tout cela était vide,  
et les cloches de leurs paroisses  
résonnaient seules dans le lointain.»*

— Alfred de Musset,  
*La Confession d'un enfant du siècle*

*bien leur sexualité, s'y épanouissent, sans culpabilité. On voit parfois de charmants petits couples de 16-17 ans, qui partagent tout, même des événements difficiles comme l'avortement. Pour les autres, ça se fait souvent dans la violence, ou dans l'absence de désir»,* commente Jean Guimond, à qui il arrive fréquemment de percevoir des problèmes simplement en pratiquant un examen ou en posant des questions.

Certains jeunes consultent avant même d'entreprendre leur vie de couple, afin d'être sûrs qu'ils peuvent se lancer dans l'aventure tête baissée. D'autres sont persuadés que si un gars et une fille font l'amour pour la première fois, rien ne peut leur arriver. Ou qu'ils ne peuvent rien attraper parce qu'ils ont une relation exclusive... depuis six mois. D'autres ont déjà assez d'expérience pour consulter parce qu'ils ont identifié des problèmes sexuels.

Néanmoins, Jean Guimond a noté une évolution des attitudes par rapport au condom. À son avis, le condom, on n'en parlera jamais assez: *«Il faut multiplier les campagnes sur le condom. Ça donne des résultats, même s'il n'est pas efficace à 100%. Si la ministre Lavoie-Roux n'avait pas bloqué, à l'époque, la campagne de publicité sur le condom, on aurait gagné de 2 à 3 ans sur le SIDA! Quant à la CECM et son refus d'installer des distributrices de condoms dans les écoles, c'est carrément irresponsable!»*

### **La grande question**

À côté des jeunes qui sont sexuellement actifs ou se préparent à l'être, il y a celles et ceux qui n'ont pas encore sauté la barrière, mais qui y pensent beaucoup. *«J'ai 14 ans et je n'ai jamais fait l'amour. Suis-je normale?»* Une question que bien des filles se posent, souvent avec angoisse. Elles veulent s'intégrer à leur

groupe de camarades, elles veulent garder leur chum, mais elles ne se sentent pas prêtes à poser un geste qui leur semble extrêmement grave.

Ou alors, elles n'ont pas de chum et voudraient bien en avoir un, car toutes les copines en ont. Ou encore, elles en ont, en ont eu, mais sont incapables de le garder. Elles ont 12, 13, 14 ans. *«Que faire pour qu'il m'aime?»*, demandent-elles.

D'autres l'ont posé, le geste. À contrecœur, pour plaire à leur chum. Qui les a quittées ensuite. Alors, elles se sentent humiliées, trahies. Le cœur brisé, aussi: elles l'aimaient tellement!



### **Toute une estime de soi à bâtir!**

Des filles dont l'image de soi passe par les yeux des gars et qu'il faut convaincre qu'elles sont belles pour elles-mêmes. TEL-JEUNES répond souvent à ce genre d'attente. Même s'il n'existe que depuis un an et demi, l'organisme reçoit aujourd'hui 120 appels par jour en moyenne (dont 2 à 3 ont pour objet une agression sexuelle), preuve qu'il y avait un besoin pressant à combler. *«Les jeunes y trouvent une voix, un pré-*

nom, quelqu'un à qui poser, de façon parfaitement anonyme, la question extrêmement gênante qu'ils n'osent poser à personne dans leur entourage, déclare Célyne Muloin, directrice des ser-



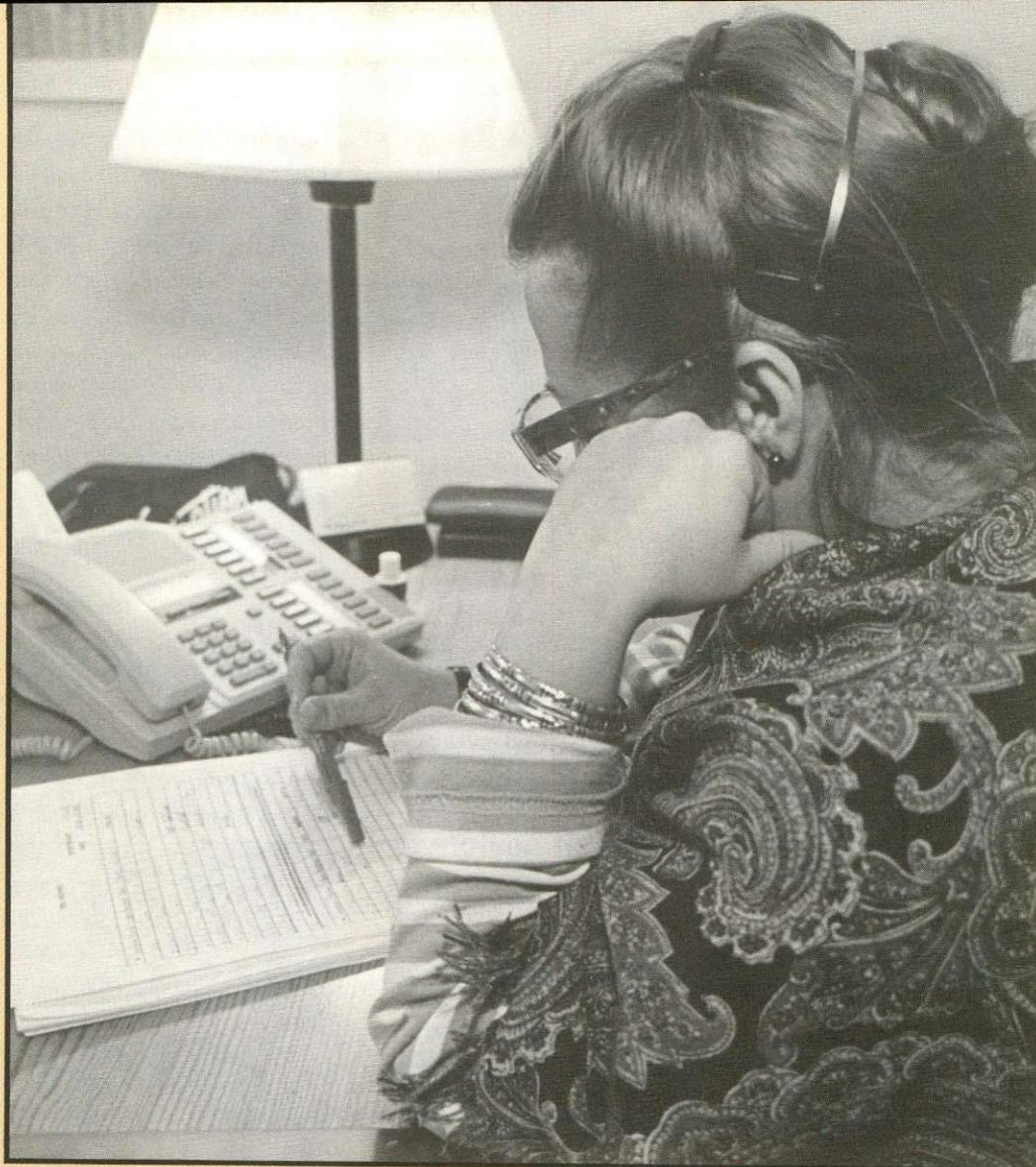
**Célyne Muloin**

vices à TEL-JEUNES. *Ou quelqu'un qui leur indiquera, en toute confidentialité, le moyen d'échapper à la drogue, qui leur dira si la pilule du lendemain est dangereuse, comment venir en aide au copain qui veut se suicider, etc.»*

Tout comme la clientèle de la clinique des jeunes, celle de TEL-JEUNES est composée majoritairement de filles: 85%. Le numéro 1-800, qui permet d'appeler sans frais de toutes les régions du Québec, donne des résultats étonnants: 65% des appels proviennent de l'extérieur du Montréal métropolitain, où réside la moitié de la population du Québec!

### **La souffrance anonyme**

TEL-JEUNES s'adresse aux jeunes de 5 à 20 ans. Si l'écoute anonyme qu'il offre attire les enfants et les ados qui se posent des questions courantes, mais trop gênantes pour être formulées en personne, elle attire aussi celles et ceux qui vivent des situations déchirantes dans un état



d'isolement total. Telle cette jeune fille victime d'inceste, qu'on a retirée de sa famille et placée en centre d'accueil. Punie de prison. Enfermée, comme une coupable. En plus des conséquences de l'agression sexuelle qui la détruisent intérieurement.

Et ce garçon de 8 ans qui vit dans un foyer où la violence est chose quotidienne, et qui assiste, impuissant, à des scènes pénibles entre ses parents, et qui a peur pour lui-même. Ou encore, cette fillette de 10 ans qui veut se suicider. Qui vit le rejet dans sa famille et à l'école. Incapable

de se faire des amis. Qui ne voit plus aucun intérêt dans la vie...

Des problèmes de "vieux" alors qu'on est jeune, les 5-12 ans connaissent ça eux aussi, qui souffrent de l'absence des parents, de leurs disputes, des guerres de gangs, du manque d'amis...

*«En fait, TEL-JEUNES ne devrait pas exister! lance Célyne Muloin. Si les jeunes ont tellement besoin d'être écoutés, c'est qu'il y a un manque, un abandon en quelque part. Comment expliquer ce besoin qu'ils ont d'être convaincus qu'ils va-*

*lent quelque chose...»*

*«Ce qu'il faut, ajoute Julie LeBlanc, c'est que la société fasse des jeunes sa priorité, en assumant toutes les conséquences économiques et sociales qui en découlent. Actuellement, les organismes qui s'occupent des jeunes ferment leurs portes les uns après les autres, faute de financement!»*

Les baby-boomers auraient-ils raté une occasion exceptionnelle de créer une société libre qui sait faire une place de choix à la génération de l'avenir?

Pour rejoindre la clinique des jeunes Saint-Denis:

**844-9333**

Pour rejoindre TEL-JEUNES à Montréal:

**288-2266;**

à l'extérieur: **1-800-263-2266**

À ce prix-là, c'est

**NON**

aussi!

Par Luc Latraverse

Rabais, circulaires, publicité, étalement des heures et des jours d'ouverture, voilà que de plus belle, les chaînes de marchés d'alimentation sont de nouveau en campagne pour s'arracher la clientèle et grignoter celle des dépanneurs.

En même temps, on constate que les employeurs cherchent une fois de plus à financer leurs rabais en demandant des concessions importantes (de 20% à 25%) à leurs employé-es, surtout le retrait du peu

d'avantages sociaux dont jouit une infime partie de leur personnel, c'est-à-dire la minorité qui travaille à plein temps.

Mais au Saguenay-Lac-Saint-Jean, 24 syndicats se sont regroupés pour négocier sur une même base l'amélioration et la parité de leurs conditions de travail et de rémunération.

*Nouvelles CSN a rencontré quelques-uns de leurs membres.*



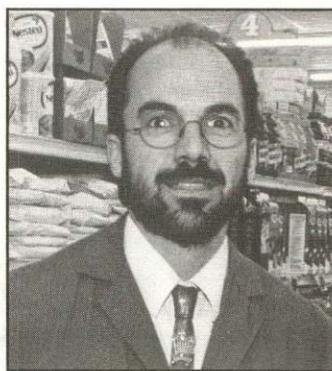
Sylvie Maltais

Comme le souligne Sylvie Maltais, commis au vrac au marché Provigo de Chicoutimi, «les gens croient que nous sommes bien payés parce qu'au début des années 80, une caissière de Steinberg gagnait plus de \$12 de l'heure.» Or, le salaire moyen réellement payé, en 1991, dans 16 des syndicats concernés, s'éta-

blissait à \$10.87 pour une caissière à plein temps. Pour une caissière à temps partiel, il se situait à \$7.80. «Après ces reculs, nous voulons nous réajuster au rythme et au coût de la vie actuelle. Ce que nous étions incapables de faire seuls, nous comptons l'obtenir regroupés.»

### Le regroupement, une force

Le porte-parole régional du regroupement des syndicats de l'alimentation du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Pierre Morel, insiste sur la force et la crédibilité



Pierre Morel

du regroupement: «Le fait que toutes les bannières soient représentées et que nos demandes soient communes nous donne plus de poids et de sérieux face aux employeurs. Jusqu'à maintenant, il est clair qu'il existe parmi nous une volonté irréversible de changement. La crédibilité et l'attraction du regroupement se perçoivent également dans les établissements dont les employés ne sont pas syndiqués ou ne sont pas membres d'un syndicat du regroupement. Nous venons de déposer une requête en accréditation pour les employés du nouveau magasin Héritage d'Alma, deux semaines à peine après son ouverture. C'est la force d'attraction du regroupement qui a été le facteur déterminant d'adhésion.»

### La précarité de l'emploi

Le coeur de la bataille, c'est la semaine de travail, la possibilité de travailler une semaine complète ou de travailler un maximum d'heures. Actuellement, il y a seulement 30% des 1,400 syndiqué-es qui détiennent un poste régulier leur donnant une semaine complète de travail. Pour les autres, la réalité est bien différente. Près du quart des salarié-es travaillent 20 heures ou moins par semaine. Pour plusieurs, le statut de temps partiel signifie une échelle de salaire différente, aucun droit aux avantages sociaux (congés mobiles, congés de maladie, assurances, etc). Comme en témoigne Mimi Noël, une jeune mère monoparentale qui gagne de \$160



Mimi Noël

à \$200 brut par semaine au magasin IGA-COOPRIX d'Alma: «Je ne vis pas, j'existe! Je suis toujours très serrée dans mon budget». Une autre personne déclare sans ambages que le fait de travailler à temps partiel signifie presque, pour elle, ne pas avoir le droit d'avoir des enfants, ni d'être malade, ni de s'absenter sans perte de salaire alors que ces employés ne gagnent déjà pas ce qu'il faut pour vivre décemment.

Inversement, dans plusieurs magasins où les personnes ont beaucoup d'ancienneté ou sont plus âgées, comme au Métro

Carignan de Jonquière, les détenteurs de postes à temps plein qui aimeraient travailler moins d'heures par semaine n'osent pas le faire parce que cela signifierait la perte de leurs avantages sociaux. De commenter Hughette Tremblay: «C'est évident que la question des avantages sociaux est capitale pour les



**Hughette Tremblay**  
personnes qui travaillent à temps partiel.»

### Formation et polyvalence

Pour mieux répondre aux nouveaux besoins de la clientèle et pour être en mesure de faire des semaines de travail convenables, les syndicats veulent que les employeurs s'engagent à donner la formation voulue pour permettre aux personnes qui sont dans une classification et un département de pouvoir compléter leur nombre d'heures dans un autre département ou une autre classification. Le problème, c'est que souvent, les employeurs

embauchent des gens de l'extérieur et les forment en fonction de leurs besoins immédiats, plutôt que de former du personnel déjà sur place dans d'autres tâches ou départements.

### Ouverture 7 jours par semaine et le soir

Comme en font foi les réclames affichées sur les façades des différents magasins, c'est l'engouement pour offrir à la clientèle des heures d'ouverture tous les jours, ainsi que le soir. Qu'est-ce que cela signifie, en pratique? Il y a plus d'heures d'ouverture mais le volume des ventes est le même, ou presque. Il y a donc plus d'heures «d'étalement», c'est-à-dire où il y a moins de monde dans le magasin, en même temps. Cela signifie donc moins de personnel à la fois et du monde à différentes heures. Ce que veulent les syndiqués, c'est que des postes à temps plein soient créés et que le morcellement et l'étalement des heures de travail donnent la possibilité aux personnes à temps partiel d'augmenter leur nombre d'heures travaillées. C'est une coïncidence qui permet de mettre en relief le bien-fondé de nos revendications,

opinent plu-

sieurs, puisque ça prend du personnel compétent et bien formé pour satisfaire la clientèle, sur une plage horaire aussi large.

### Fini, les articles à \$.99

Le regroupement estime que le coût total des revendications se situe autour de 1% du chiffre de vente, puisque le coût de la main-d'oeuvre dans les marchés d'alimentation au Canada, selon le *Canadian Grocers*, représente en moyenne 10% du total des ventes. Or, tout compris, les demandes syndicales, en coûts réels, sont de l'ordre de 9,9%. 10% de 10%, ça fait effectivement 1% et la partie patronale a publiquement estimé les demandes syndicales à 1,5%. Il n'y a donc pas là de quoi faire un plat, surtout, comme l'ont souligné à maintes reprises les membres du regroupement, à voir comment on met tout à rabais et avec des prix toujours en .99 décimales. Robin Savard, boucher chez IGA-COOPRIX d'Alma, estime que la revendication d'une augmentation minimale de 5% des salaires, avec des réajustements pour les personnes à temps partiel, est tout à fait légitime et justifiée après 10 ans de régression: «Un pour cent, c'est pas beaucoup. Plusieurs se sont ser-



**Robin Savard**

vis dans l'assiette avant nous et avec plus de voracité. Cette fois-ci, c'est à notre tour!»

### Une fête de solidarité

Le 21 novembre, une fête de solidarité est organisée au Roussillon de Jonquière, à laquelle on attend plus de 1,000 personnes qui viendront appuyer les syndicats du regroupement en conflit. Cette manifestation d'appui vise particulièrement la cinquantaine de lock-outés du magasin Provigo de Chicoutimi-Nord, qui sont sur le trottoir depuis la mi-août. Il faut noter que ce magasin avait été rénové au coût de \$3.5 millions et n'avait rouvert ses portes qu'en avril dernier. Un fonds spécial de solidarité a d'ailleurs été levé et les membres de tous les syndicats du regroupement y versent 1% de leurs gains par semaine.



# La destitution tranquille

Par Normand Beaudet

«Fora Collor! Impeachment Ja!»

(«Dehors Collor! Destitution immédiate!»)

Vendredi, le 29 septembre 1992, vers 19 h, une explosion de cris victorieux envahit les villes du plus grand et plus peuplé pays d'Amérique latine.

On informe les centaines de milliers de citoyens et de jeunes, sur les places publiques, que le Congrès national vient tout juste d'obtenir le nombre suffisant de votes (336, soit les 2/3 + 1 des 503 sièges) pour entreprendre le processus de destitution («impeachment») du président du pays, Fernando Collor.

La destitution d'un président, sans coup d'État militaire et dans le respect des mécanismes constitutionnels et politiques, est une première non seulement au Brésil, mais aussi en Amérique latine. C'est donc un moment d'espoir pour ce pays d'imprévu et de contrastes extravagants.

Ironie du sort, Collor est aussi le premier président du Brésil élu au suffrage universel depuis le coup d'État militaire de 1964. Sa campagne électorale a été centrée sur la lutte contre la corruption et les privilèges des hauts fonctionnaires. Elle rappelle, en version brésilienne, le film américain «Bob Roberts»: un jeune candidat proclamant un discours conservateur et néolibéral, mais dans un style contestataire. Le tout habilement orchestré et moussé par une campagne médiatisée au maximum, diffusant une image de modernité et d'efficacité. En fin de compte, une supercherie bien construite comme la droite américaine nous en sert depuis Reagan, Bush et la guerre du Golfe. En 1989, pour sa campagne électorale, Collor avait non seulement bénéficié de la présence d'ex-conseillers de Reagan, mais surtout de l'appui du puissant réseau de presse écrite et de TV de la *Globo* (première chaîne au Brésil et quatrième au monde).

## «Collorgate»

Le chat est sorti du sac quand Pedro Collor, frère du président, a accusé Paulo Cesar Farias, suite à un conflit d'intérêt avec ce dernier, d'être le prête-nom du président de la république pour des opérations financières

frauduleuses et du trafic d'influences. Paulo Cesar Farias, surnommé «PC», a été le trésorier de Collor pendant sa campagne électorale. Les révélations du frère de Collor sont publiées dans la revue *Veja* du 13 et du 27 mai 1992 et font bondir l'opposition au Congrès national qui, suite aux pressions du Parti des travailleurs (PT), exige la création d'une commission parlementaire d'enquête. Trois mois plus tard, malgré les manigances d'obstruction du clan du président, la commission révèle des faits liant Fernando Collor et son ami «PC» à des transferts de fonds «fantômes» de 6,5 millions de dollars US. «PC» est aussi soupçonné d'être lié au trafic de la cocaïne. La commission parlementaire suggère la destitution du président Collor et des poursuites sont entreprises contre «PC», Rosanne Collor, épouse du président et d'autres intimes du

couple, pour diverses fraudes découvertes pendant l'enquête.

Pendant ce temps, l'indignation a monté et les manifestations se sont multipliées. Le 29 septembre, Collor est destitué pour 180 jours et il devra répondre aux accusations devant le Sénat.

Actuellement, c'est le vice-président, Itamar Franco, qui assume la présidence et ce, jusqu'à



Une première en Amérique latine contemporaine: la destitution d'un président sans coup militaire.

la fin du mandat actuel, soit en 1994... à moins que Collor ne prouve son innocence, ce qui n'inquiète personne!

### La CUT et le «Collorgate»

La CUT, la plus importante centrale syndicale au Brésil, a réagi dès le début, dans cette affaire de corruption du gouvernement Collor. Dans la courte entrevue qui suit, Rosiver Pavan, membre du comité exécutif de la CUT, commente l'événement:

**Nouvelles CSN:** Quel bilan faites-vous des événements qui ont conduit à la destitution de Collor?

**Rosiver Pavan:** Deux constatations importantes: la première est de considérer cet événement comme une victoire de la population et de la jeunesse en particulier. L'action politique donne des résultats: c'est une expérience inestimable que tous ces jeunes ont vécue. C'est une consolidation du processus démocratique au Brésil. La pression populaire a eu un effet direct sur le vote des députés: 441 ont appuyé la destitution et seulement 88 ont été contre.

Le Congrès a ainsi maintenu son indépendance du pouvoir exécutif et s'en est trouvé valorisé comme institution. La population n'est pas sortie spontanément dans les rues. Les organisations composant la coalition pro-impeachment et qui, comme la CUT, ont mobilisé la population, se sont retrouvées elles aussi valorisées par cet appui massif. C'est notre deuxième constatation, une ouverture vers une nouvelle éthique des institutions politiques et une consolidation des organisations sociales.

**Nouvelles CSN:** Pourquoi la CUT s'est-elle jointe à la coalition et à la campagne pour la destitution du président Collor?

**Rosiver Pavan:** La CUT a été créée en 1983 dans un contexte de lutte politique contre la dictature des militaires et pour l'instauration d'une démocratie. En 1985, nous participions, en coalition avec des partis politiques et certains secteurs de l'Église, au mouvement «DIREITAS-JA». Ce mouvement de masse revendiquait le droit pour les électeurs de voter directement pour les can-



Rosiver Pavan, de l'exécutif de la CUT: «une consolidation des organisations sociales.»

didats à la présidence de la république. En 1988, la création d'une nouvelle constitution a mobilisé toute la centrale autour des revendications syndicales et populaires. Donc, la lutte politique en coalition n'est pas nouvelle à la CUT. C'est plutôt une tradition. Nous combattons ce gouvernement depuis le premier jour de son mandat, qui a d'ailleurs débuté par l'intolérable confiscation de l'épargne de milliers de citoyens... sauf pour «PC» et quelques initiés. En plus d'être corrompu, le gouvernement Collor a improvisé une politique néo-libérale agressive et régressive. Le chômage est élevé, les salaires en chute libre, l'inflation se dirige vers les 30% par mois et il a dilapidé le patrimoine public sans aucune considération. La misère et la marginalité ont augmenté.

**Nouvelles CSN:** Collor est tombé. Le nouveau gouvernement a nommé un progressiste reconnu par la CUT comme ministre du Travail. Quelle sera l'attitude de la CUT dans cette nouvelle conjoncture?

**Rosiver Pavan:** Notre politique de relation avec les gouvernements et les partis politiques a été approfondie par notre 4e Congrès (septembre 1991). Notre autonomie est importante et nous permet de travailler avec maturité dans ce moment particulièrement délicat de notre histoire.

Même avec un ministre du Travail progressiste, ce gouvernement garde un profil plutôt conservateur. Ses positions politiques sont contradictoires. En fait, c'est un gouvernement de transition qui devra négocier avec les forces politiques du pays. En plus, son échéancier politique est très serré: la révision constitutionnelle et le référendum sur la forme de gouvernement (parlementarisme ou présidentielisme) en 1993

et en 1994, les élections générales. Sans compter l'urgence, en 1992, d'une réforme fiscale pour affronter la crise économique et sociale.

Collor comptait isoler la CUT en utilisant le syndicalisme «jaune». Avec Itamar Franco, le dialogue est possible mais nous n'avons pas de grandes illusions sur sa volonté, ou même sa capacité, de répondre à nos revendications.



Une victoire de la population et de la jeunesse en particulier.

**NDLR: Une délégation de syndicalistes, composée notamment de Richard Lepage et Jean-Noël Bilodeau de la CSN, revient du Chili où ils représentaient la centrale au Congrès des travailleurs de la construction du Chili. Ils ont réussi à pénétrer dans la prison de Santiago avec un appareil-photo dissimulé et Jean-Noël Bilodeau en a profité pour rapporter à *Nouvelles CSN* les deux intéressants articles qui suivent.**

## Chili

# La «continuité» mouvementée

Par Jean-Noël Bilodeau

**L**es mineurs du cuivre, la principale force ouvrière syndiquée du pays, se préparent à la grève générale. Une grande manifestation devait avoir lieu, le 4 novembre, dans les rues de Santiago, contre la politique «continuiste» du gouvernement Ailwyn.

Syndicats, groupes populaires, partis de gauche s'unissent pour résister à ce gouvernement qu'ils accusent de poursuivre les mêmes politiques que le dictateur Pinochet.

Sur les chantiers de construction, les travailleurs syndiqués exigent un nouveau Code du travail, des augmentations de salaire. Plusieurs assemblées, qui jusqu'à maintenant gardaient le silence par peur de représailles militaires, revendiquent et votent la grève pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Les médecins s'engagent dans un bras de fer avec le gouvernement. Ils réclament que l'État fournisse de meilleurs services d'urgence et le matériel nécessaire aux opérations chirurgicales. Des ambulances neuves demeureraient inopérantes parce que le gouvernement refuse de fournir l'essence pour les faire rouler.

Le Chili n'a pas la sérénité que les informations que l'on reçoit lui confèrent. Le «miracle chilien» est loin de faire, ici, l'unanimité: après 3 ans de gouvernement Ailwyn, dans ce pays où n'existent pas de politiques sociales, il y a plus de 3 millions de chômeurs.

Les dirigeants du MIDA, le Mouvement allendiste regroupant les forces démocratiques de la gauche, en font le constat politique: «*La dictature de Pinochet, après avoir mis le pays à feu et à sang, y a installé un système économique néo-libéral, privatisé les grandes industries, les banques, les entreprises, en les donnant littéralement aux amis du régime. Rien n'a changé.*

*Aujourd'hui une vingtaine de familles, tout au plus, contrôlent la moitié de l'économie chilienne, pendant que des millions de travailleuses et de travailleurs, dont ceux de la construction, gagnent des salaires inférieurs au salaire minimum, fixé à*

*\$100 par mois.»*

«*Au Chili, dira le sous-secrétaire-général du MIDA, Carlos Toro, il y a deux pays. Celui des grandes villes, riche, et celui du reste du pays: où que tu ailles, au sud ou au nord, c'est la même misère.»*

Avec l'élection du président Ailwyn, tous espéraient un changement de la situation. «*Mais la politique du gouvernement est demeurée celle de Pinochet.»*

«*Si l'on a pu assister à quelques améliorations du côté du respect des droits de la personne, des crimes commis par les militaires demeurent impunis; il n'y a pas de changements constitutionnels, pas de volonté de changement.»*

Par exemple: le Code du travail, instauré par Pinochet, qui avait supprimé le droit de grève, divisé les travailleurs en plusieurs syndicats dans les entreprises, et fait perdre tous les droits acquis sous Allende, est toujours en force aujourd'hui et le gouvernement ne manifeste pas l'intention de le changer. «*C'est ça, la continuité!*» s'exclame notre interlocuteur.

«*Dans de telles conditions, avouera-t-il, le chemin sera long pour obtenir des changements politiques. C'est sûr que le mouvement allendiste ne gagnera pas les prochaines élections, mais ce qu'on fait, c'est reprendre la route, le voyage commencé par Salvador Allende en 1952.»*

Pendant que s'affairent les syndicats, les groupes populaires et les partis de la gauche à préparer la manifestation du 4 novembre, en sortant de la rencontre, devant un poste de gendarmerie, on pouvait voir une cinquantaine de jeunes attendant l'ouverture des bureaux. «*Qu'est-ce qu'ils font là? demandons-nous. Ils sont à la recherche d'un emploi, nous a-t-on répondu,*

*et devenir policier au Chili, c'est très attrayant: on peut y gagner trois fois le salaire moyen d'un ouvrier. Il y a des files comme ça toutes les semaines!*»

La «continuista» prépare, elle aussi, sa relève...



**Dans la Carcel Publica de Santiago, 33 prisonniers politiques attendent encore leur libération.**

# Neuf prisonniers politiques font la grève de la faim depuis un mois

**N**euf prisonniers politiques chiliens, détenus à la Carcel Publica de Santiago, au coeur de la capitale chilienne, font la grève de la faim depuis le 27 septembre.

Ce sont: **Carlos Rios Bassi, Max Diaz Trujillo, Marco Paulsen Figueroa, Jorge Escobar Diaz, Ivan Concha Pizarro, Hector Maturana Urzua, Richard Ledesma Plaza, Jose Ugarte Gonzales** et **Pedro Pinonez Diaz**.

Dans des communiqués qu'ils réussissent à publier avec des appuis extérieurs à la prison, les prisonniers grévistes dénoncent le fait que *«même après trois ans de gouvernement de transition, on maintienne toujours des prisonniers politiques dans les prisons chiliennes.»*

Officiellement, à Santiago, il reste encore 33 prisonniers politiques à la Carcel Publica et 2 prisonnières politiques, dont la poète **Bélinda Zubicueta** et la jeune **Leonor Espinoza**, 21 ans, en prison depuis quatre ans à la Carcel de Mujeres de Santo Domingo.

Mais, selon les prisonniers politiques, la réalité est différente. Depuis l'élection du gouvernement **Ailwyn**, entre 150 et 200 nouveaux prisonniers politiques auraient été incarcérés dans les prisons de droit commun, aussi



Dans la cage de fer, qui recouvre la cour intérieure de la prison, les prisonniers, pour la plupart dans la vingtaine, entretiennent l'espoir que leur grève de la faim attire l'attention du monde sur leur sort.

bien à Santiago que dans les prisons des diverses provinces du pays.

Les journaux de Santiago parlent abondamment ces jours-ci de l'évasion ratée de douze d'entre eux, une évasion qui s'est soldée par la mort de deux de ces prisonniers lorsqu'ils ont été repris par les forces militaires. Un folkloriste national militant, **René Largo**, disparu mystérieusement depuis une semaine, a été

retrouvé assassiné. Les militaires fournissent des versions contradictoires...

*«Notre pays est passé d'un État militaire à un État policier. La dictature porte aujourd'hui veston et cravate, mais rien n'a fondamentalement changé parce que le gouvernement actuel ne peut agir»*, dira le prisonnier **Pedro Pinonez**, l'un des neuf grévistes. Exilé pendant dix ans en France, **Pedro** fut réincarcéré à



**Pedro Pinonez Diaz** (à gauche), discute des raisons de la grève de la faim des prisonniers politiques avec deux de ses visiteurs, **Christian Thuilleux de France** et **Richard Lepage, du Québec**.

son retour au pays et jugé par un tribunal militaire.

*«Nous ne faisons pas une grève de revendication, ni de négociation, confiera-t-il à ses visiteurs québécois, mais une grève pour dénoncer l'État chilien actuel, incapable de libérer ses prisonniers politiques, parce qu'il est incapable de régler les graves problèmes sociaux que vit encore le Chili.»*

Lors de leur visite à la prison de Santiago, des syndicalistes québécois, présents à Santiago pour un Congrès des travailleurs de la construction du Chili, ont pu constater que la condition des grévistes, après plus de 30 jours de privations, se détériorait rapidement.

*«Un fonctionnaire du ministère de la Justice vient de passer, ajoutera Pedro Pinonez, et nous a demandé si nous étions prêts à aller jusqu'au bout et mourir?»*

**Pedro Pinonez** n'a pas répondu à sa propre question. L'étincelle dans ses yeux en disait suffisamment. Étendu dans sa cellule de 12 mètres carrés, **Diaz** a déjà perdu plus de 15 kilos. *«Ce n'est pas vrai, dira-t-il, qu'on les laissera échanger notre libération en retour de l'impunité à cette dictature pour tous les crimes qu'elle a commis envers le peuple chilien!»*

# Comme un bateau de papier sur la mer agitée de l'action syndicale

Par Guy Ferland

*Vous tenez entre les mains le 350e numéro de Nouvelles CSN.*

*Nous n'avons pas les moyens de fêter l'événement avec le faste du 350e de Montréal..., mais pas question de le passer sous silence non plus.*

*Parce que l'information syndicale, depuis les tout premiers pas de la CTCC-CSN, y a toujours fait l'objet d'une préoccupation constante de la part de ses militants et de ses dirigeants. L'information syndicale de caractère strictement local, dont l'importance n'a jamais fait défaut, bien sûr, mais aussi l'information plus large, plus sociale, plus humaine; bref, une information soucieuse de non seulement répandre les valeurs fondamentales du mouvement,*

*mais aussi de refléter la diversité des intérêts de ses membres. Une diversité, est-il besoin de le dire, qui correspond en tous points à celle de l'ensemble de la société; et cette réalité est, depuis longtemps, prise en compte par nos instances dans la définition du mandat de l'organe officiel de notre confédération.*

*Ce qu'il est par ailleurs intéressant de constater, au fil de la petite histoire du journal de la centrale et des grandes étapes qui l'ont marquée, c'est à quel point elle est imbriquée dans celle des luttes de nos membres, particulièrement les plus dures, comme le démontre la recherche ci-contre effectuée par Guy Ferland. Nous en sommes fiers.*

Jean-Pierre Paré

• Le premier journal de la CTCC est apparu en 1924 et s'appelait *La Vie syndicale*. En réalité, ce journal était l'organe du Secrétariat des syndicats catholiques du district de Montréal. C'était une annale mensuelle nourrie à la doctrine sociale de l'Église, qui publiait des réflexions sur les questions sociales et économiques et des renseignements sur les activités des syndicats catholiques.



En 1945, la CTCC devient propriétaire du journal *Le Travail* qui jusque-là, était la propriété du Secrétariat des syndicats catholiques. Tous

ces changements traduisent une orientation davantage syndicale du journal.

• En février 1946 commence une intense campagne de promotion qui se poursuivra pendant plusieurs années, et qui coïncide avec les profondes mutations de la CTCC qui s'accompliront sous la présidence de Gérard Picard, lui-même journaliste, et élu cette année-là. De plus en plus, *Le Travail* devient le reflet et le soutien des luttes syndicales. Et tombent alors les dernières feuilles mortes de l'utopie corporatiste qui sous-tendait le journal jusque-là.

• En 1947, le congrès porte le per capita de 20 à 25 cents par mem-

bre par mois, auquel il ajoute 10 cents pour couvrir les frais d'abonnement au journal *Le Travail*. Dix cents sur 35, cela représente 28.5% du per capita total, ce qui donne une idée de l'importance que le mouvement accordait à l'information en ces temps de Grande noirceur.



• En 1948, nouvel effort de promotion

pour doubler le tirage de 25,000 à 50,000. On vise à passer du mensuel à l'hebdomadaire dès que le tirage le permettra. *Le Travail* «est un pionnier dans le domaine de la culture ouvrière», lit-on dans l'éditorial, et «son point de vue commence à compter dans la balance des opinions». Le président Gérard Picard fait appel aux

militants pour augmenter les abonnements de façon que chaque membre puisse recevoir le journal à domicile. Il écrit:

«Avec un hebdomadaire, offrant des articles de rédaction sur un nombre plus grand de sujets, pinçant les nouvelles syndicales au fil de l'actualité, multipliant les vignettes, notre mouvement jouirait d'un médium d'information de toute première valeur et répondrait au désir de notre classe de travailleurs.»

«Pour être à la hauteur de sa mission sociale, la C.T.C.C. se doit de pouvoir présenter à ses membres un journal de belle tenue, bien informé, et capable d'offrir des appréciations justes en marge de la bousculade actuelle des faits sociaux.»

• 1949: la grande grève de l'amiante met à dure épreuve les finances de la CTCC, qui ne compte que 80,000 membres à l'époque. Qu'à cela ne tienne, on continue à mettre énormément d'efforts dans la promotion du journal, qui consacre un numéro spécial et plusieurs numéros réguliers aux 5,000 grévistes. En septembre de la même année, on souligne le 25e anniversaire du journal et on en profite pour donner une nouvelle impulsion à l'idée d'en faire un hebdomadaire.

• Et de fait, *Le Travail* devient hebdomadaire en décembre 1950, sous la direction d'un jeune journaliste qui, l'année précédente, avait

joué un rôle important pour soutenir la grève de l'amiante dans les pages du *Devoir*, Gérard Pelletier. En 1954, *Le Travail* tire à 60,000 exemplaires et s'affiche comme le plus fort tirage de la presse syndicale au Canada. Pendant toute la décennie 50, ce modeste hebdomadaire aura contribué plus qu'on ne le pense à la genèse de la Révolution tranquille.

• Mais l'usure du temps n'épargnant personne, *Le Travail* redevient

mensuel en octobre 1960, en même temps que la CTCC devient la CSN. C'est la fin d'une époque, qui en met une nouvelle au monde, renouvelant les acteurs dans les premiers rôles. Ainsi, à l'été 1961, c'est le directeur du journal de la CSN, Gérard Pelletier, que *La Presse* vient chercher comme nouveau rédacteur en chef, pour refaire sa crédibilité et se tirer du naufrage après le départ en bloc d'une bonne partie de ses journalistes, engagés dans l'aventure du *Nouveau Journal*.

• Pendant la grève de *La Presse*, en 1964, les grévistes publient *La... Libre*, avec le soutien financier de la CSN. Entre septembre et décembre, 31 numéros sont publiés, et par la suite, *La... Libre* devient le symbole des grandes luttes. Elle sera publiée épisodiquement pour soutenir divers conflits, par exemple la syndicalisation des employés de Radio-Canada en 1966, la grève de Domtar en 1968, etc. Entre 1966 et 1970, une cinquantaine de numéros sont publiés.

• En 1965, *Le Travail* adopte une formule plus proche du magazine dans le but de rejoindre un public plus large. Il tire à quelque 210,000 et est envoyé à tous les membres par la poste! En octobre 1968, paraît le premier numéro du *Travail des militants* qui, comme son nom l'indique, s'adresse spécifiquement à l'appareil

du mouvement. Quatre pages grand format qui se veulent une sorte d'aide-mémoire des activités du mouvement pendant le mois. C'est une réponse aux critiques dirigées contre *Le Travail* par les éléments de droite qui contestent le leadership de Pepin et qui, ne pouvant l'affronter ouvertement, s'en prennent au journal, lequel est sous la responsabilité politique de la présidence. Ce manège durera jusqu'à la scission de 1972.

• Les tensions internes sont si grandes qu'au conseil confédéral de janvier 1969, une proposition de suspendre *Le Travail* est adoptée. C'était le premier conseil en vertu de la réforme des structures adoptée par le congrès de 1968, qui avait massivement appuyé l'orientation imprimée par Marcel Pepin dans son rapport moral intitulé «*Le deuxième front*», malgré le minage systématique de ceux qu'on appellera plus tard les 3D et qui reprochaient au *Travail* d'être devenu le véhicule d'un syndicalisme plus combatif et plus ouvert sur la société.

• Cette suspension du *Travail* s'accompagne de la formation d'une commission d'étude sur l'information composée d'un représentant de chaque conseil central et de chaque fédération, présidée par Paul-Emile Dalpé et financée par... le budget du journal. C'était un faux-fuyant coûteux car la commission ne put en arriver à aucune conclusion, comme son président l'in-



diqua dans son bref rapport verbal au conseil confédéral de l'automne 1969.

- Cette singulière conclusion laissa le conseil pantois, qui ne prit aucune décision sur la reprise du journal, lequel fut néanmoins relancé en février 1970, mais à partir du *Travail des militants* dont on fit sauter les deux derniers mots. Car ce journal avait échappé à la suspension, étant jugé plus «inoffensif» avec son contenu hyperinstitutionnel et son tirage limité. Et ses quatre pages grand format ne coûtaient pas cher à produire.

- Après ces années de tourmente qui culminent par la scission de 1972, on veut élargir l'audience du journal. En janvier 1974 paraît donc le premier numéro d'un *Travail* revampé qui se veut rien de moins que «*Le magazine du monde ordinaire*». Comme la production coûte cher, on réduit la fréquence aux deux mois. Mais le mouvement est exsangue, après la perte d'un bon quart de ses membres, en même temps qu'il doit supporter un nombre sans précédent de grévistes (autour de 5,000 pendant de nombreux mois). En moins d'un an, deux congrès spéciaux sont convoqués pour trouver des solutions à la crise financière. Par la force des choses, l'aventure culturelle autant que financière que fut *Le Travail* dans sa forme maga-

zine prend fin au printemps 1975, après sept numéros.

- Prend aussitôt la relève *Le Travail des militants*, plus modeste dans sa facture mais néanmoins de belle tenue, qui s'adresse au public plus restreint de l'appareil du mouvement. Il en paraîtra 14 numéros jusqu'en juin 1977. Puis recommencent à foisonner les numéros spéciaux du *Travail*, à l'occasion des conflits particulièrement. De 1976 à 1980 inclusivement, on en compte une cinquantaine. Parallèlement, on recommence à publier des éditions nationales du *Travail* pour répondre aux besoins plus diversifiés de l'ensemble du mouvement, dans la même forme modeste

**le travail**  
Édition nationale  
juillet-août 1978  
volume 21, numéro 4

**4 ouvriers du transport EMPRISONNÉS**

**300 congressistes MATRAQUÉS et GAZÉS**

**pour avoir exigé l'indexation des salaires en 1974**

**le point culminant du 49ième congrès de la CSN**

**NON AUX INJONCTIONS!**

que les numéros spéciaux. De 1976 à 1980, on en publie une trentaine de numéros.

- En 1978, se fait de nouveau sentir le besoin d'un bulletin spécifiquement destiné aux militants. C'est alors la naissance de *Nouvelles CSN* qui, pendant une couple d'années, est publié parallèlement aux numéros spéciaux et réguliers du *Travail*, mais pour un public plus restreint.

- Dans sa forme actuelle, *Nouvelles CSN* remonte à mars 1981. Encore une fois, comme en 1974-75, le fonds de défense était à sec à cause du très grand nombre de gré-

Service de l'information (514) 266-2155  
1901, St. Laurent, Montréal H2K 4M5  
CSN no 134  
Semaine du 2 au 8 octobre 1981

**nouvelles csn**

**aux trois-quarts de la campagne**

**OBJECTIF ATTEINT**

Avant même que toutes les assemblées se soient tenues dans les syndicats locaux, la CSN a atteint l'objectif de \$6 millions qui avait été fixé au printemps pour renflouer le fonds de défense professionnelle de la centrale. C'est la nouvelle qui a été communiquée samedi soir, 3 octobre, par le président et le trésorier du mouvement aux militants et militantes réunis au Centre Paul-Sauvé, où se célébraient les fêtes qui ont marqué le 60e anniversaire de la CSN. Environ la moitié de la somme a déjà été versée au FDP; le reste est remis régulièrement par les syndicats et organismes, selon les modalités adoptées par les assemblées.

**la crise**  
pages 8-11

vistes, entre autres les 1,500 travailleurs forestiers qui se battaient depuis neuf mois contre l'impitoyable formule du travail à forfait. Comme toujours en pareilles circonstances, le mouvement fait appel à la solidarité des syndicats pour recueillir \$6 millions. Et au lieu de publier des outils de propagande ad hoc pour soutenir cette immense campagne de souscription, il décide d'utiliser *Nouvelles CSN*. Forcément, il a fallu transformer *Nouvelles CSN*, de bulletin qu'il était, en un véritable journal au contenu suffisamment diversifié et attrayant pour rejoindre les préoccupations de l'ensemble des membres du mouvement.

- Et ça a marché! Au mois d'octobre 1981, à l'occasion des fêtes du 60e anniversaire de la CSN, on annonçait que l'objectif de \$6 millions était atteint. C'était une double réussite puisque la campagne avait aussi permis d'enraciner *Nouvelles CSN* dans la culture du mouvement.

N'est-il pas intéressant d'observer que c'est à l'occasion d'un «appel à tous» que ce journal a pris son envol pour atteindre aujourd'hui son 350e numéro, comme c'est également sous la poussée de la grève de l'amiante que *Le Travail* avait pris le sien en 1949?

**le travail**  
Le magazine du monde ordinaire publié par la CSN

**LE TRAVAIL QUI TUE**

MARS  
AVRIL  
75

# Le problème, c'est le bruit, non la surdité!

Par Lucie Laurin

Le colloque sur le bruit en milieu de travail organisé par la CSN s'est terminé le 7 novembre, sur une évaluation très positive des participants. Ces derniers, issus principalement des secteurs de la métallurgie, des pâtes et papiers, de l'entretien de matériel de transport, mais aussi des affaires sociales, sont repartis enthousiastes et plus riches d'une série de solutions possibles pour résoudre définitivement le problème du bruit dans leurs milieux de travail.

La vice-présidente de la CSN, Céline Lamontagne, responsable du dossier santé-sécurité du travail, a rappelé, en ouvrant le colloque, le caractère irréversible de la surdité professionnelle: «*Contrairement à d'autres types de lésions qui peuvent être réparées, a-t-elle déclaré, pour éviter la surdité, il n'y a qu'une attitude possible: c'est la prévention par l'élimination du bruit à la source. L'objectif premier du présent colloque est précisément d'enrichir nos connaissances sur l'action syndicale pour réduire le bruit au silence.*»

Raymond Hétu, professeur du Groupe d'acoustique de l'Université de Montréal, a expliqué comment il se fait que la surdité professionnelle demeure la maladie du travail la plus

répandue, affectant plus de 400 000 travailleurs québécois, alors que la technologie pour résoudre la plupart des problèmes de bruit est disponible: «*La perte d'audition est invisible et n'empêche pas de poursuivre son travail; de plus, les effets de la surdité sont vécutés surtout en dehors du*

*milieu de travail et ne pénalisent pas l'employeur; enfin, les critères d'indemnisation sont tellement sévères que seul un très petit nombre de cas sont admissibles, et les montants d'indemnisation vont de \$500 à \$2000 — soit l'équivalent de la perte des gros orteils! — ce qui n'a guère d'effet dissuasif sur les employeurs. En conséquence, la réduction du bruit ne fait jamais partie des solutions envisagées, et on préfère s'en remettre aux moyens individuels de protection: coquilles et bouchons.»*

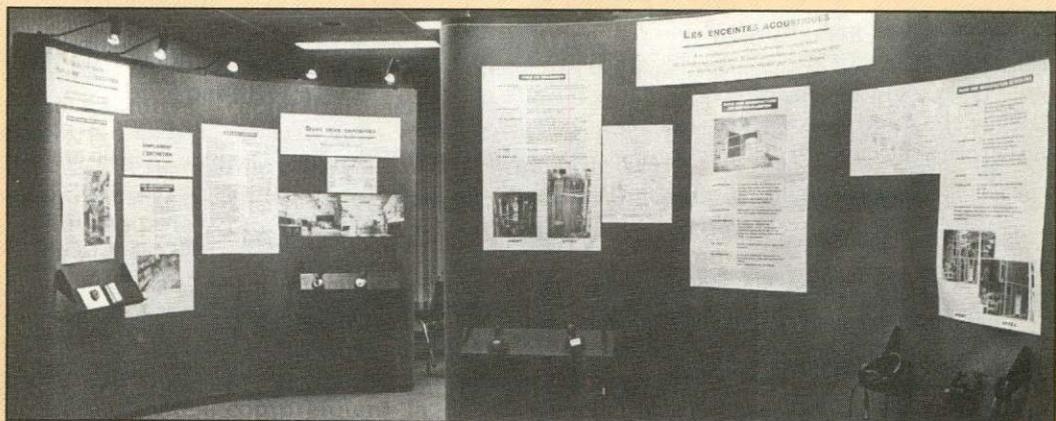
Pourtant, une vaste enquête a récemment démontré que les protecteurs individuels ont peu d'effet sur la prévention de la surdité. Michel Picard, professeur à l'école d'orthophonie et d'audiologie de l'Université de Montréal, a décrit l'efficacité toute relative des protecteurs auditifs, dont le rendement varie selon les individus et dont le port suscite des résistances normales étant donné l'inconfort, voire la dangerosité (les bouchons peuvent causer des infections de l'oreille); «*de plus, a-t-il ajouté, comment un travailleur isolé par des coquilles peut-il détec-*

*ter les signaux avertisseurs de danger dans son milieu de travail?»*

### L'incontournable prévention

C'est donc vers des solutions collectives de réduction du bruit qu'il faut se tourner. Des ingénieurs sont venus en proposer — l'un d'eux a d'ailleurs déclaré avoir noté une hausse de la productivité dès lors que le bruit diminuait — et des syndicats de différents secteurs ont décrit leurs expériences (voir *Nouvelles CSN*, numéros 347 et 348).

La vice-présidente Céline Lamontagne a proposé de reprendre, pour le bruit, les plans sectoriels intégrés de prévention, tout comme l'a fait la Fédération du commerce (CSN) avec les sièges des caissières. Et elle a conclu: «*Le bruit est important, pas seulement à cause de la surdité, mais parce qu'il est un agresseur qui diminue notre qualité de vie au travail et notre productivité. C'est pourquoi notre action doit viser, non pas la surdité — qu'il faut, bien sûr, indemniser, mais qui est irréversible — mais le bruit lui-même.*»



Réduire ou éliminer le bruit, c'est possible. La solution se trouve parfois dans l'installation d'un matériau amortissant, la réduction du débit d'une machine, son entretien régulier, l'ajustement de la vitesse d'un convoyeur, ou la construction d'une enceinte insonorisante. Les participants au colloque étaient accueillis par une exposition audio-visuelle d'expériences de réduction du bruit industriel des plus convaincantes!

## C'est Noël pour tout le monde!

Pour la 9<sup>ième</sup> année consécutive, la CSN organise sa propre «campagne de paniers de Noël» afin que nos 1,201 membres actuellement en grève ou en lock-out puissent célébrer minimalement la fête de Noël.

Parmi les syndiqués que cette campagne financière vise à appuyer, il y a ceux de la compagnie de fabrication de fenêtres en plastique Powrmatic, à Terrebonne, en lock-out depuis 15 mois. Il y a aussi nos camarades de l'entretien de la Place Ville Marie, à Montréal, en grève depuis plus de 6 mois. Citons également les luttes des travailleuses et des travailleurs d'un Provigo au Saguenay, de la Résidence le Monastère, à Sherbrooke, du Marché d'alimentation Forestville et de la Caisse populaire de Hauterive, sur la Côte-Nord, des Volailles Unival, à Saint-Jean-Baptiste de Rouville (qui font aussi face à une fermeture d'entreprise), des Jus Lassonde de Rougemont, du quotidien *Le Soleil*, à Québec, et enfin, du Hilton, également dans la vieille capitale.

Comme par les années passées, les fonds de cette campagne viendront s'ajouter aux prestations provenant du Fonds de défense professionnelle.

Comment contribuer?

Les organismes et les syndicats affiliés, ainsi que les équipes de travail de la CSN, sont invités à faire parvenir leurs contributions au Service confédéral des grèves, 1601, de Lorimier, Montréal, H2K4M5. Ou encore, en effectuant un transfert par intercaisse au compte spécial pour cette campagne, transit 30018, folio 11862. M.C.

## Pour les non syndiqués

Au bas de l'échelle, un organisme d'action et d'information pour la défense des droits des non-syndiqués, a besoin plus que jamais d'appui financier pour poursuivre son travail. Depuis la récession, cet organisme a vu ses demandes de services croître pendant que ses subventions, elles, baissaient.

Au bas de l'échelle, qui a reçu l'appui de la CSN, est reconnu pour ses services de consultation juridique aux travailleurs non syndiqués aux prises avec de graves problèmes de travail, ainsi que pour ses sessions de formation sur leurs droits. Au bas de l'échelle renseigne aussi les travailleurs sur la syndicalisation.

Les syndicats peuvent soutenir financièrement Au bas de l'échelle en faisant parvenir leur contribution financière à : Au bas de l'échelle, 6839 A rue Drolet, Montréal H2S 2T1.

## BONAVENTURE Surcharge de travail = accidents

Des travailleuses et des travailleurs de l'hôtel Bonaventure, à Montréal, ont manifesté devant leur établissement, le mardi 10 novembre, afin d'inciter leur employeur à maintenir les services auxquels la clientèle est en droit de s'attendre, à respecter leurs conditions de travail, ainsi que leur convention collective. Les syndiqués-es, en particulier les femmes de chambre et les serveuses, reprochent à leur employeur de leur imposer une charge de travail excessive qui entraîne une augmentation du nombre d'accidents de travail, et plus particulièrement des maux de dos. De plus, ils désapprouvent leur employeur pour avoir effectué des réductions de personnel si importantes que depuis 18 mois, le nombre d'employés de l'hôtel Bonaventure est passé de 400 à 250. Parmi les fonctions touchées, notons celles de chasseurs, de commis-débarasseurs et de travailleurs des cuisines. Les responsables syndicaux estiment qu'une diminution de leur charge de travail et le maintien de certains services entraîneraient une baisse des accidents et le rappel au travail d'un certain nombre de leurs camarades actuellement en mise à pied. M.C.



CSSMM

## Surcharge de travail = détérioration des services

Une centaine de travailleuses et de travailleurs sociaux du Centre de services sociaux du Montréal métropolitain ont manifesté devant le siège social de leur employeur, le 4 novembre, pour dénoncer la détérioration des services sociaux: augmentation des délais avant l'intervention auprès des jeunes en difficulté; détérioration de la qualité de l'ensemble des services à cause de la surcharge de travail, etc.

En effet, comment une travailleuse sociale peut-elle suivre en même temps jusqu'à 35 jeunes en difficulté, venant de milieux différents et avec des problèmes différents, tout en étant appelée à évaluer les situations d'urgence des nouvelles clientèles?

Cette situation est intenable tant pour les jeunes qui en sont les bénéficiaires que pour les travailleuses sociales qui craignent que la situation se dégrade encore davantage avec la transformation sous peu des CSS en CPEJ (Centres de protection de l'enfance et de la jeunesse), comme le prévoit la réforme du ministre Marc-Yvan Côté. H.J.

MUNICIPAUX DE TERREBONNE

## Grève perlée

Réunis en assemblée générale le 19 octobre, les quelque 60 membres du syndicat des employés municipaux de Terrebonne ont rejeté à 70% les offres patronales et voté à 80% en faveur de la grève perlée. Depuis, ils ont débrayé durant deux heures le 6 novembre, et ils entendent faire sentir leur présence aux assemblées du conseil municipal. Leur convention collective est expirée depuis le 31 décembre 1991. Après une quinzaine de rencontres de négociation, quatre points demeurent toujours en litige: la clause d'indexation — que l'employeur veut faire disparaître —, les augmentations salariales, une prime horaire de 85¢ aux employés à temps partiel, et la création de deux postes à temps complet à la bibliothèque. L.L.

## CAP-DE-LA-MADELEINE

### Reprise à Valco-Métal

Après avoir dû subir une faillite qui en était plus ou moins une, après avoir vainement tenté d'acheter l'entreprise, les 35 travailleurs de Valco-Métal, au Cap-de-la-Madeleine, qui s'étaient retrouvés sans emploi durant plusieurs mois, ont finalement commencé à réintégrer leurs postes. Une douzaine d'entre eux ont en effet repris le travail. L'entreprise, qui fabrique des cadres et des portes en acier, a un nouveau propriétaire, les Aciers Crête. Une nouvelle requête en accréditation a été déposée et le certificat devrait être accordé sous peu. En vertu d'une entente par laquelle l'embauche a été faite selon la liste d'ancienneté qui prévalait auparavant, le syndicat a décidé de retirer les plaintes déposées en vertu de l'article 45, de même que les griefs. M.R.

## ALPHATEC DE GRAND-MÈRE

### L'oeil ouvert

Il s'agit d'une usine de Grand-Mère qui fabrique des circuits imprimés, ces petites puces maintenant indispensables dans les téléphones, les téléviseurs et autres. Un marché bien établi, avec le géant Northern Telecom comme acheteur de 40% de la production. Un syndicat formé en 1989, mais que le propriétaire n'a jamais accepté. Surtout pas un syndicat CSN. Il a même forcé un vote d'allégeance, début octobre, où les travailleurs ont à 100% confirmé leur adhésion à la CSN. Salaire moyen: \$8 l'heure. Concessions demandées. Concessions refusées. «Pas question de renoncer à la hausse de 25 cents l'heure prévue pour janvier». La banque demande qu'une comptabilité plus serrée soit tenue: mauvaise gestion. C'est aussi l'opinion du Service de recherche de la CSN. Le 29 octobre, le propriétaire, qui est aussi président de la Chambre de commerce de Grand-Mère, fait cession de ses biens. L'usine ferme. Procédure inhabituelle, par laquelle le propriétaire voudrait peut-être voir disparaître le syndicat et l'accréditation. Pour rouvrir plus tard. Les 28 membres du syndicat, l'oeil ouvert, suivent la situation de très près. M.R.

### L'OR-CSN a pignon sur rue

Les retraités de la CSN ont maintenant pignon sur rue, juste à côté du siège social de la centrale, à Montréal. «Une façon de s'en tenir près, dit son président Maurice Boucher, comme l'exprime le premier des objectifs de l'organisation», l'Organisation des retraité(e)s de la CSN (OR-CSN). Celle-ci revendique une présence là où les intérêts de ses membres sont concernés, mais elle veut aussi se porter à la défense des intérêts des personnes âgées en général, en conformité avec les politiques du mouvement. Renseignements: Maurice Boucher, (514) 598-2434. J.-P. P.

## AMBULANCIERS

### Moyens de pression

Les quelque 3,000 techniciens ambulanciers affiliés à la FAS-CSN ont recommencé à exercer des moyens de pression à la grandeur du Québec dans le but d'obtenir une convention collective signée et non une prolongation de celle-ci, comme le souhaitent le gouvernement et les employeurs privés.



Mario Cotton

Selon le porte-parole de la table provinciale des techniciens ambulanciers, Mario Cotton, «il y a de nombreuses clauses qui doivent être améliorées, entre autres celles concernant la formation, si nous voulons assurer une véritable qualité des services ambulanciers à la grandeur du Québec.»

«Il ne faut pas oublier, a-t-il poursuivi, que devant l'absence de volonté gouvernementale, c'est l'action syndicale — l'organisation des syndicats, la négociation de la première convention collective et même les moyens de pression — qui a permis au système ambulancier d'évoluer, au cours des dernières années, vers des services de meilleure qualité.»

Il a aussi rappelé que, comme par le passé, jamais ne sera mise en danger la santé des personnes auxquelles les ambulanciers donnent des soins d'urgence et qu'ils transportent. H.J.



## QUÉBEC

### Lock-out au Hilton

Les 500 employé-es de l'hôtel Hilton, à Québec, sont en lock-out depuis le 6 novembre. Dans le but de dénouer ce conflit, les représentants du syndicat ont demandé, dès le 9 novembre, au ministère du Travail d'affecter un conciliateur dans ce dossier. Pour une convention collective d'une durée de deux ans, l'employeur offre respectivement des «augmentations» de salaire de l'ordre de 0% et 2%. De plus, celui-ci veut procéder à des fusions de classifications qui inexorablement se traduiraient par des mises à pied. Quant aux syndiqué-es, ils revendiquent des hausses de salaire de 3,5% pour chacune des années de la convention, ainsi que la protection des emplois. La veille du lock-out, les travailleuses et les travailleurs de cet hôtel ont effectué un arrêt de travail d'une durée de 24 heures. M.C.

## LAURENTIDES

### Pour relancer l'emploi

À l'initiative du commissaire industriel de la région sud des Laurentides, de la Chambre de commerce régionale et du Centre d'emploi du Canada, une enquête a été menée auprès des organismes oeuvrant dans l'emploi dans cette région qui couvre les municipalités de Sainte-Thérèse, Boisbriand, Lorraine, Sainte-Anne-des-Plaines et une partie de Mirabel. Cette enquête a permis d'établir un répertoire des organismes liés à l'emploi, c'est-à-dire les syndicats, les groupes de formation et de développement économique,

ainsi que les organismes gouvernementaux, lesquels ont, depuis, formé un comité local sur le marché du travail. Le Conseil central des Laurentides y participe. Son président Gilles Turcotte se réjouit de l'initiative, qui permettra d'établir un plan d'action et des priorités pour relancer l'emploi dans cette région jusqu'ici défavorisée sur ce plan. L.L.

**Faites lire  
Nouvelles  
CSN**



## Le vocabulaire de la bureautique

Cette nouvelle publication de l'Office de la langue française présente 325 notions jugées essentielles à la compréhension de domaines reliés à la bureautique qui connaissent un retentissement certain, telles la messagerie électronique, le réseau local, la télécopie, la téléconférence et le vidéotex. *Le Vocabulaire de la bureautique* devrait répondre aux besoins de celles et ceux qui utilisent les communications bureautiques, ou ceux qui s'y intéressent.

### Des exemples

**Downloading - Téléchargement:** chargement d'un système d'exploitation à partir de terminaux d'un même réseau de communication. Cette technique autorise des transferts de logiciels ou de fichiers structurés par un réseau de communication interposé, sous forme de séries d'octets dont la vérification à la réception s'effectue depuis un algorithme commun aux dispositifs d'émission et de réception.

**Electronic mail - Courrier électronique:** ensemble des services de transmission de documents textuels, graphiques ou sonores par l'intermédiaire d'un réseau de télécommunication. Le terme courrier électronique est parfois utilisé comme synonyme de messagerie électronique. Cet emploi est à éviter parce que le terme courrier électronique est un générique. La messagerie électronique est un service de transmission de message géré par ordinateur, fournissant aux utilisateurs autorisés les fonctions de saisie, de distribution et de consultation de messages. Selon la nature des messages échangés, il convient de distinguer la messagerie électronique textuelle de la messagerie électronique vocale.

Vous pouvez vous procurer ce vocabulaire au coût de \$11,95 +TPS. J.R.

### Les Teamsters battus à plate couture

C'est par une impressionnante majorité de 88% que les 200 travailleurs de la compagnie Cheminées Sécurité Ltée, à Laval, ont décidé de quitter le local 1999 des Teamsters, écoeurés qu'ils étaient des pratiques anti-démocratiques des dirigeants et délégués de cette union (par exemple, ils signaient des ententes en-dessous de la table avec l'employeur). Ils ont opté pour la CSN à cause de l'autonomie de ses syndicats affiliés, ses principes démocratiques et sa force. L'usine fabrique évidemment des cheminées, mais aussi des poêles à combustion lente. Leur syndicat sera affilié à la Fédération de la métallurgie.

### Châteauguay

Dans la région du sud-ouest, la cinquantaine d'employées de la Caisse populaire de Châteauguay, réparties dans trois établissements, ont également déposé une requête en accréditation pour être représentées

par un syndicat CSN et sa Fédération du commerce.

### Soutien scolaire

Trois groupes de surveillantes d'élèves, regroupant 160 personnes au total, viennent de se syndiquer avec le Syndicat des employés de bureau des Commissions scolaires de la région Lanaudière, qui représente les employées des commissions scolaires Cascades-l'Archigan, Berthier-Nord-Joli et de l'Industrie. Ce sont en quasi totalité des femmes, auxquelles leur syndicalisation, entre autres avantages, a pour effet de doubler le salaire, rien de moins!

### Manoir Fleury

Déposée le 17 septembre dernier, la requête en accréditation des 30 travailleuses et travailleurs du Manoir Fleury, un centre d'accueil privé pour personnes âgées, vient d'être favorablement accueillie par un agent d'accréditation du ministère du Travail.

### Québecafé

En juillet dernier,

c'est à la quasi unanimité que la vingtaine d'employés de Québec-café, dans les villes de Saint-Hubert et de Saint-Laurent, avaient décidé de quitter le local 931 des Teamsters pour se donner un syndicat autonome affilié à la CSN. Bien leur en prit, le bureau du commissaire général du travail vient de leur émettre le certificat d'accréditation convoité.

### Biopharm

Même bonne nouvelle en ce qui concerne la cinquantaine d'employé-es des compagnies Biopharm et Société d'analyses bio-pharmaceutiques, à Laval, qui travaillent à la fabrication de produits de base nécessaires à la dialyse rénale et au fonctionnement des laboratoires d'hôpitaux et de maisons d'enseignement.

### AFS Interculture

Les 15 personnes à l'emploi de l'organisme international d'échanges étudiants AFS Interculture, elles aussi, ont désormais leur syndicat affilié à la FEESP. J.P.P.

## JEUNES CSN Classe- neige

Le Comité des jeunes de la CSN convie les moins de 30 ans à une session de formation tout à fait originale: une classe-neige au site enchanteur de L'Auberge Intervalle de Sainte-Lucie-des-Laurentides, l'ex-Auberge des jeunes travailleurs. D'une durée de trois jours, cette ses-



On travaille fort, aux sessions de formation du Comité des jeunes, mais on s'amuse ferme aussi!

sion, la deuxième depuis l'été dernier, s'adresse plus particulièrement aux jeunes membres de nos syn-

dicats qui ne militent pas nécessairement et elle vise justement à les intéresser à la vie syndicale, d'expliquer

le responsable du Comité des jeunes, Mario Guertin. Pour atteindre cet objectif, on allie formation de base, dispensée le matin, activités de plein air, en après-midi, et, en soirée, rencontres avec des officiers du comité exécutif de la CSN, anciens et nouveaux.

La démarche, souplée à souhait, «en est une pour permettre aux jeunes de savoir ce qu'est un syndicat. On veut ainsi leur faire comprendre l'importance de par-

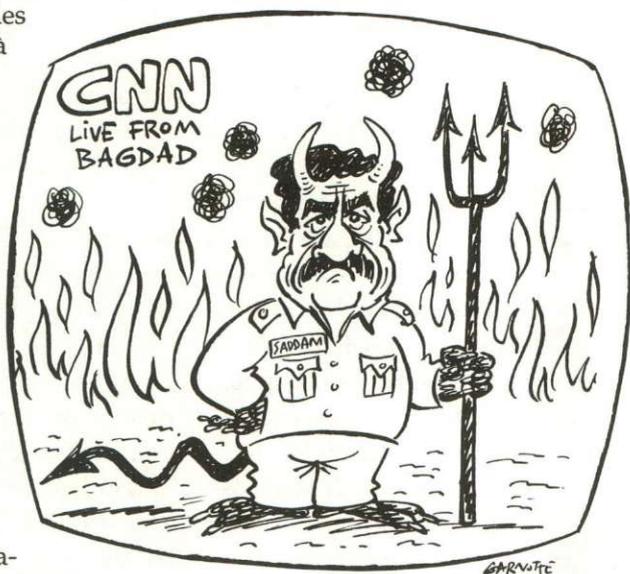
ticiper à leurs assemblées générales. Et après avoir participé à cette session, ils choisiront leur chemin, militer ou non», de préciser Mario Guertin. Pour faciliter la venue des familles, la CSN paye une bonne partie des dépenses de séjour (activités, formation, garderie, hébergement et repas). Pour compléter, on demande \$100 par participant ou par famille.

Pour s'inscrire, contacter Mario Guertin au 514-598-2097. M.C.

## Intoxication

Pour gagner les populations à un effort de guerre, le mensonge est une aide précieuse. Les Allemands, en envahissant la Belgique en 1914, auraient passé à la baïonnette des enfants belges, ce qui ne fut pas prouvé.

En 1964, des navires vietnamiens auraient attaqué des bâtiments de la flotte américaine dans le Golfe du Tonkin (c'était faux, mais l'indignation a fait bouger le Congrès!) À l'été 1990, des Irakiens auraient vidé des incubateurs et laissé mourir des bébés koweïtiens, comme l'a répété le ministre canadien de la Défense



Bill McKnight pour persuader les Communes de déclarer la guerre à l'Irak. Plus tard, la plupart des «témoins» de cet acte de barbarie disparaissent ou changèrent de version. Amnistie Internationale dut se rétracter. La firme de relations Hill and Knowlton avait réussi à rendre crédibles plu-

sieurs mensonges qui ont accéléré l'entrée en guerre, puisque le dossier irakien sur les droits humains rendait ces faits plausibles. C'est le sénateur américain Hiram Johnson qui, en 1917, avait vu juste : «Lorsque survient une guerre, la première victime est la vérité.»

Clément Trudel

## Savoir lire

L'Unesco n'a pas bonne presse aux États-Unis, qui se disent insatisfaits des réformes amorcées sous le directorat de Federico Mayor. Ces réformes n'étant pas encore «enracinées», les Américains hésiteraient à réintégrer les rangs d'un organisme dont le Suédois Knut Hammarkjold a vanté les progrès devant le State Department.

Pourtant, le 8 septembre dernier, à Séville où se tenait Expo 92, l'Unesco mettait en vedette les meilleurs artisans de l'alphabétisation dans le monde. Ce fut le cas notamment de Pondichéry, ancien comptoir français (Inde) qui s'est employé à apprendre à lire et à écrire à ses 190 000 analphabètes. Réussite à 89 % selon le numéro d'octobre de *Sources*, magazine de l'Unesco. Les intéressés ont senti que la campagne était la leur : «Nous avons donné aux apprenants des textes écrits en gros.» La plupart des 1,000 instructeurs et des 15,000 bénévoles se déplaçaient à bicyclette!

Deux autres expériences, l'une guinéenne, l'autre chinoise, furent signalées. Plus de 17,000 familles de cultivateurs pauvres de la Guinée ont été ciblées et l'alphabétisation a mené à un accroissement de la production. Quant à la région autonome de Xinkiang Uigur (Chine), l'analphabétisme y était de 64 % en 1964; il n'était plus que de 12 % en 1990. On pourrait multiplier ainsi les petits pas franchis par l'Unesco et ses partenaires. Cela conduit à honorer des «champions» de l'alphabétisation, à motiver des populations qui auraient autrement continué à stagner. Ce désordre des choses, Washington veut-il le voir changer?

C.T.

## HAÏTI

### Liberté, démocratie et religion...

Le prêtre-président Jean-Bertrand Aristide n'est toujours pas de retour au palais présidentiel de la République d'Haïti. Par contre, après 22 mois d'exil au Canada, l'évêque de Port-au-Prince, Mgr François Wolf-Ligondé, plutôt sympathique aux duvaliéristes, vient de regagner son fief. Je pense qu'il est à propos de s'interroger sur ce que l'Église catholique d'Amérique latine et des Antilles a à offrir à ses adeptes. Notons que le Vatican est le seul État à avoir désigné un ambassadeur

auprès du président fantoche Joseph Nérette!

Bon nombre de catholiques de cette région du monde ont délaissé l'Église officielle pour rallier diverses sectes, d'autres ont été séduits par le phénomène d'une «Église populaire». Le Vatican, lui, sous la mouvance de Jean-Paul II, tente de sauvegarder sa mise. L'on a vu récemment à Saint-Domingue, lors de la conférence de l'épiscopat latino-américain (CELAM), que la «nouvelle évangélisation» suscite par-

fois des craintes et des tensions dans les cercles les plus avancés de la chrétienté... au point que le Brésilien Leonardo Boff a préféré quitter le sacerdoce plutôt que d'accepter tracasseries et censures qui le visent. Boff est un tenant de la «théologie de la libération».

Fin octobre, le CELAM faisait connaître les lignes directrices de cette «nouvelle évangélisation» qui comprennent la défense des droits de l'homme, une meilleure répartition des richesses, la démocratie

et une meilleure intégration régionale. Ce texte reconnaît l'égalité réelle des sexes. Rien à redire en théorie quand on lit qu'il y a des situations flagrantes d'injustice, d'inégalité et de violence, mais il faudra attendre les gestes concrets avant de juger si Saint-Domingue a constitué un coup de frein, comme on l'a craint lorsque les prélats romains sont arrivés avec un brouillon du schéma «final». L'envoyé du Monde attirait l'attention sur les «limites» des dénonciations du néo-li-

béralisme par les gens d'Église et signalé que la pauvreté accrue et la précarité des régimes démocratiques préoccupaient ces évêques qui n'entendaient pas renier les principes arrêtés à Medellin et à Puebla. Reste à souhaiter que les évêques ne donnent pas dans l'enflure verbale lorsqu'ils s'interrogent «sur la validité de la dette alors que son remboursement met en péril la survie des peuples (qui) n'ont pas été consultés au moment de la contracter...» Démocratie participative partout, sauf en Haïti? C.T.



## Al Di Meola: rythmes du monde

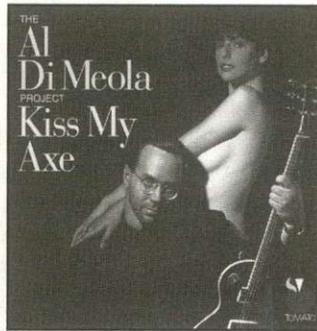
Ceux et celles qui ont assisté au spectacle donné cet été par Al Di Meola, lors du dernier Festival de jazz de Montréal, ont pu apprécier la musique d'un guitariste généreux, visiblement heureux de se retrouver avec un public qu'il a qualifié de «connaisseurs». Il faut dire que les promoteurs du festival lui ont donné une belle occasion de présenter le fruit de ses dernières productions, *World Sinfonia* et *Kiss My Axe*, deux disques différents sortis coup sur coup à la fin de 1990.

D'une durée de plus de 3h30, ce spectacle a permis à Di Meola de démontrer sa versatilité, passant du jazz-rock à un jazz davantage latin.

Découvert par Chick Corea en 1974, le guitariste américain Al Di Meola n'a jamais vraiment réussi à surmonter les critiques de jazz qui lui reprochaient de tirer plus vite que son ombre et d'of-

frir un jeu énergique certes, mais sans âme.

Considéré comme l'un des plus rapides guitaristes de jazz-rock, Di Meola a vite reçu l'étiquette de «tireur de gammes», titre sans gloire référant à un musicien talentueux, bénéficiant d'une technique exceptionnelle, mais sans grande imagination. On comprendra qu'avec pareille réputation, le jeune guitariste ait connu quelques difficultés à agrandir le cercle de ses supporters.



Al Di Meola n'avait que 19 ans lorsqu'il commença sa carrière avec le groupe *Return To Forever* de Corea. Et il a succombé au piège de favoriser la vitesse plutôt que l'imagination dans les années qui ont suivi.

Puis, vers 1982, la tournée et le disque *Friday*

*Night In San Francisco*, en compagnie de John McLaughlin et Paco de Lucia, ont révélé un guitariste intense, capable d'avoir des sentiments et de les exprimer par la musique.

### Influence latine

Si le jeu de Di Meola demeure profondément influencé par la musique latine, le musicien n'a jamais vraiment été capable de trancher entre l'acoustique et l'électrique, mettant parfois de côté sa Gibson Les Paul pour une guitare acoustique.

Voilà probablement pourquoi, à la fin de 1990 et au début de 1991, il sort deux disques avec deux formations différentes, intitulés *World Sinfonia* et *Kiss My Axe*. Deux disques qui peuvent sembler très différents à la première écoute, mais qui restent imprégnés de rythmes latins. Di Meola dira lui-même qu'il a voulu présenter une musique énergique, créative et sophistiquée qui tranche avec la nouvelle tendance du jazz, qu'il qualifie assez sévèrement de *muzak*.

La musique du *World Sinfonia* est, selon le leader, interprétée par un ensemble acoustique sophistiqué, combinant des rythmes latins et africains influencés par la structure musicale du Moyen-Orient, et empruntant les harmonies d'improvisation du jazz. Ouf! Il aurait été plus simple de parler de rythmes du monde...

Cette formation est composée de musiciens provenant de plusieurs continents, dont l'excellent joueur de bandonéon argentin Dino Saluzzi. Le bandonéon est un petit accordéon utilisé par les musiciens sud-américains. Le disque est d'ailleurs dédié au regretté bandonéoniste Astor Piazzolla, qui avait des projets de collaboration avec Di Meola.

Quant à *Kiss My Axe*, il s'agit d'un jazz électrique où le style flamboyant de Al Di Meola prend toute la place. *Kiss My Axe* est une réponse de Di Meola aux bonzes des compagnies de disques avec qui il eut quelques démêlés.

Louis-Serge Houle



## CINÉMA

### Violence: la critique dans tous ses états

*État critique*,

documentaire réalisé par Marcel Jean.

*Réservoir dogs*,

un film écrit, réalisé et interprété par Quentin Tarantino, avec Harvey Keitel et Tim Roth.

*C'est arrivé près de chez vous*,

écrit, réalisé, produit, monté et interprété par

Rémy Belvaux, André Bonzel et Benoît Poelvoorde.

Si vous avez vu (à Radio-Québec) *État critique*, de l'ancien critique cinématographique du *Devoir*

Marcel Jean, vous connaissez les hauts et les bas de la profession de critique. Tous y passent: de Claude Gingras à Francine Grimaldi, de Nathalie Petrowski au duo Joly-Homier-Roy. On y retrouve également certains artistes qui respectent peu ces «ratés sympathiques». Ce documentaire reprend l'affiche au Cinéma Parallèle.

Malgré le mépris qu'ils s'attirent, les critiques sont souvent un repère. Si je

n'ai pas prévu aller voir un film, j'irai si Éric Fourlouty de *Voir* le recommande et l'éviterai si René Homier-Roy le porte aux nues.

Périodiquement, les courants sociaux ramènent la violence sur la palette de nos réalisateurs. Malgré une dénonciation générale, ce sont souvent les critiques qui ont défendu certains de ces films suscitant la polémique. Pensons à *Orange mécanique* de Stanley Kubrick,



qui vient de reprendre l'affiche vingt ans plus tard, à *Salo* de Pasolini, ou, plus près de nous, à *Batman*.

Les critiques montréalais sont très mal à l'aise, par les temps qui courent. *Réservoir dogs* et *C'est arrivé près de chez vous* sont tellement violents que peu d'entre eux osent les défendre ou les recommander.

*Réservoir dogs* est le premier long métrage de Quentin Tarentino, jeune américain prometteur. Huis clos intense à l'intérieur d'un groupe de voleurs professionnels cherchant le mouchard parmi ses membres; monsieur blanc, monsieur jaune, monsieur brun... La mise en scène est dynamique. On ne décroche pas les yeux de l'écran, malgré le sang qui gicle beaucoup. Celui-là, je vous le recom-

mande.

*C'est arrivé près de chez*



*vous* est un faux documentaire sur un tueur. Tourné à peu de frais avec l'aide des amis et parents de ces trois réalisateurs belges, il fait preuve d'une indéniable originalité. On voit ce

tueur exécuter 33 hommes, femmes ou enfants, et un viol. Se liant d'amitié avec ce tueur, l'équipe l'aidera à transporter des cadavres ou repérer ses victimes. Alors qu'on embarque rapidement, à cause de la forme et du style innovateur, on devient rapidement mal à l'aise et on se sent devenir complice de ce qui se passe à l'écran. J'ai rarement connu de salle aussi silencieuse où les spectateurs

ont honte de rire ou de réagir, et sortent avec une cagoule. Malgré les nombreux prix qu'il a remportés depuis Cannes, les critiques montréalaises ont vu, mais n'ont pas su ni osé le recommander. Pourtant, au-delà de la violence de chaque image, j'ai apprécié cette dénonciation du traitement de la violence par les médias à cette époque où l'on a droit aux délits et à la guerre en direct. À vous de choisir!

Michel Tremblay

## FLASH



## Quand *Le Soleil* renonce à l'information

Rédigé par une demi-douzaine de cadres, alimenté par la Presse canadienne et des correspondants pigistes en régions, *Le Soleil* a diminué son nombre de pages et grossi ses photos. Le *Journal de Québec* à côté commence à avoir l'air de la Bible.

Commentaires de M. Robert Normand, cet ancien mandarin promu éditeur du quotidien: «*C'est le type de journal que je veux fabriquer de plus en plus et nous allons le faire avec ou sans journaliste.*»

## MÉDIAS

C'est, d'ailleurs, le genre de journal que le groupe Hollinger (propriétaire du *Soleil*) produit, sauf rares exceptions, un peu partout à travers le monde. De petits journaux avec quelques journalistes, du fait divers, des dépêches d'agences et tout plein d'annonces. Pourvu que ça rapporte...

Jusqu'à présent, *Le Soleil* a refusé de donner le point de vue des journalistes. Le premier jour de la grève, M. Normand annonçait aux lecteurs qu'il allait les «informer» de l'évolution du conflit et il les renvoyait à un placard de publicité à l'intérieur.

Dans une entrevue à Radio-Canada, Québec, le relationniste du *Soleil*, M. Jean Ferron, affirmait que «l'éditeur a le droit d'écrire quand il le souhaite...» et il ajoutait que l'entreprise avait adopté «une approche de communication qui informe la population sur ce que sont les enjeux...» Il concluait que le journal donnait ainsi le «portrait réel de la situation.»

On ne pouvait mieux confondre publicité et information et ainsi trahir la déclaration de principes du journal qui affirme, entre autres, que «le journal, ses dirigeants et ses journalistes» ont «l'obligation

de présenter fidèlement l'information» et doivent «tendre à la plus stricte impartialité.»

MM. Normand et Ferron auraient intérêt à relire une petite brochure du Conseil de presse sur le droit du public à l'information. Il y est rappelé que l'information «doit être factuelle, complète, équilibrée, et de la plus haute qualité qui soit.»

Ce n'est pas, selon toutes apparences, le genre de journalisme que MM. Normand et Ferron veulent pratiquer.

Jacques Guay



# Campagnes électorales, vous dites?

On a l'impression, dans le monde actuel, que tous les grands problèmes sociaux, politiques, économiques et même culturels nous dépassent, et qu'ils dépassent l'humanité. Problèmes du tiers-monde, de l'écologie, de l'éthique, etc. Par exemple: les peuples riches pressent leurs gouvernants de développer encore plus leurs économies, lesquelles économies, fonctionnant déjà à haut rendement, se concurrencent les unes les autres et se contraignent mutuellement à produire et à consommer davantage, ce qui provoque l'appauvrissement des ressources planétaires et la pollution généralisée. On ne voit pas la fin du super-problème engendré précisément par les forces humaines mille fois multipliées par les moyens modernes.

Quand j'étais jeune, il me semble que les problèmes nous paraissaient plus circonscrits, même s'il y avait eu la Crise, même s'il y avait la guerre.

La question écologique, par exemple, ne faisait pas encore partie des grandes préoccupations du monde. Aujourd'hui, quoi que vous fassiez, vous causez un problème. Si, pour des raisons écologiques, vous réduisiez, disons du tiers, par exemple, l'usage de l'automobile aux États-Unis, vous provoqueriez une crise économique immense, partout dans le monde, et, par suite, des misères et des bouleversements infinis. Mais si vous maintenez cet usage au même niveau qu'à l'heure actuelle, et si, de surcroît, le tiers-monde

développe considérablement sa consommation de voitures, ne débouchez-vous pas sur des problèmes écologiques insurmontables?

Peut-être arriverons-nous un jour à la situation suivante: que toutes les voies que l'humanité pourrait prendre pour corriger sa course seraient désormais mauvaises... Les solutions qu'on envisagerait ne feraient que changer les problèmes de place. Résoudre un grand problème serait précipiter des crises. Ne pas le résoudre serait hypothéquer lourdement l'avenir. Et ainsi de suite.

## Le bruit électoral

Lors de la campagne électorale présidentielle aux États-Unis, on pouvait voir le peuple réclamer et les politiciens promettre un redressement économique. C'était le terrain privilégié de Clinton et par conséquent de Bush, à cause de la récession dans ce pays. Mais à chaque fois qu'on entendait quelqu'un, soit un démocrate, soit un républicain, parler de développement accru, on ne pouvait s'empêcher de penser que déjà nous n'avons souvent le choix qu'entre deux maux, dont le pire n'est pas nécessairement celui qu'on pense.

L'humanité se trouvera peut-être éventuellement dans une situation inévitable de fuite en avant. C'est une vue bien pessimiste, direz-vous; mais enfin, il faut dire ceci, qui peut nuancer plausiblement ce qui précède: ces idées n'expriment pas une certitude, elles ne sont pas concluantes. Il faut tout de même se poser ces questions, qui sont urgentes.

Des écologistes comme Pierre Dansereau ou René Dumont nous pressent d'agir. La question écologique est probablement la plus importante de toutes les questions politiques. Mais qui parle profondément d'écologie chez les politiciens? Il faudra que la conscience politique écologiste devienne la plus importante qui soit dans l'esprit des populations.

Chacun peut commencer tout de suite, dans sa conscience à lui. Comme lorsqu'il s'agit de cesser de fumer...



# La chute des apprentis-sorciers

Dès le lendemain de sa défaite, George Bush opposait son veto présidentiel à l'adoption d'un budget de \$27 milliards, proposé par le Congrès, pour lutter contre la pauvreté, dans les villes surtout. Les émeutes de Los Angeles avaient fait prendre conscience à la classe politique de l'urgence d'agir.

«Les événements de Los Angeles montrent que l'État doit être beaucoup plus actif sur le plan social pour traiter les problèmes d'éducation publique, de santé, de drogue, de logement, de chômage et de sécurité publique. L'État doit, par ailleurs, stimuler la croissance économique afin que les impôts permettent de financer les services sociaux dont nous avons besoin et que la croissance des revenus permette de réduire le déficit américain.» Qui donc s'exprimait de la sorte, en juin 1992? Non, ce n'était pas un syndicaliste ou un socialiste. Il s'agit de Felix Rohatyn, un banquier, conseiller économique de Bill Clinton! Car le monde des affaires — celui des grandes affaires — a finalement pris conscience des horreurs consécutives à l'application des politiques néo-libérales qui ont eu le vent dans les voiles durant la dernière décennie.

Il fallait, en effet, selon l'économiste-gourou Milton Friedman et ses *Chicago Boys*, laisser toute la place aux seules lois du marché, en éliminant toutes les interventions de l'État, coupables de freiner l'économie. Il fallait privatiser; il fallait déréglementer. Ce qui nous donna le thatchérisme et le reaganisme qui, avant de se retrouver dans les poubelles de l'histoire, eurent quand même le temps de provoquer de bien grands malheurs.

Un seul exemple: l'aviation civile. La déréglementation devait conduire à des lendemains de lait et de miel. Le réveil est plutôt brutal: des pertes de \$10 milliards. Ironie du sort, c'est le jour même de la défaite de George Bush qu'était adopté par l'IATA, réunie à Montréal, un rapport qui opère un changement de cap «qui aurait été impensable il y a un an, tant l'ultralibéralisme était fort», admettait le président Attali.

Pendant ce temps, ici, on avait suivi.

Dès son arrivée au pouvoir, Robert Bourassa avait confié à des hommes d'affaires — les Michel Bélanger, Pierre Lortie, Sébastien Allard, Paul Gobeil, Reed Scowen, Reynold Langlois — le soin de mettre la hache dans nos outils collectifs. À part les syndicats et quelques universitaires, qui s'était élevé contre cette entreprise de démolition? «Le si-

lence de l'intelligentsia québécoise laisse songeur», écrivait en septembre 1986 le professeur Claude Bariteau, de Laval. «Le projet de société qui prend forme présentement avec le gouvernement Bourassa conduit inévitablement à un calque à peine nuancé de la société "étatsunienne".» Cette vision, précisait-il, s'oppose à toute redistribution des revenus, s'objecte à toute législation favorisant le mouvement ouvrier, manifeste un net penchant en faveur de la petite entreprise et s'ouvre aux investissements étrangers.

Les lois du marché ne sont rien d'autre qu'une figure de style pour désigner autrement la loi de la jungle. Il advint donc ce qui devait advenir: sous la baguette magique des Thatcher, Reagan, Bush, Mulroney et Bourassa, les riches devinrent plus riches et les pauvres, plus pauvres.

À preuve: une étude publiée fin octobre par le Economic Policy Institute de Washington indique que de 1983 à 1989, les 0,5% d'Américains les plus riches ont bénéficié de 55% de la hausse de la valeur des patrimoines. Pendant ce temps, les 60% d'Américains les plus pauvres voyaient les leurs diminuer.

Et encore: en 1979, 18,9% des salariés gagnaient moins que le salaire minimum. Dix ans plus tard, la proportion avait grimpé à 25,7%. Pendant la même période, les salaires hebdomadaires avaient diminué de \$25 dans le commerce, ceux dans le bâtiment de \$50. Aujourd'hui, dans le pays le plus puissant au monde, 26 millions de personnes doivent avoir recours à des «food stamps» pour manger.

Un mois seulement avant d'être poussée en bas de son fauteuil, Madame Thatcher affirmait: «Le thatchérisme n'est pas l'affaire d'une décennie. C'est l'affaire du siècle.» Rien de moins.

Le thatchérisme et le reaganisme ont voulu donner leurs lettres de créance aux parasites sociaux que sont les spéculateurs. Les scandales qui ont ébranlé les marchés de New York et de Londres depuis dix ans ont été le résultat du laisser-faire absolu, de la glorification de l'argent facile, du culte des golden boys et des yuppies.

Ne restera plus bientôt que Boris Elstine, avec ses apparatchiks formés aux USA, pour pratiquer cette sorcellerie économique. Le prix du pain vient cependant de passer, en quelques mois, de 17 kopecks à un rouble et demi, puis à 17 roubles, puis à 25 roubles. Le peuple s'appauvrit, des yuppies s'enrichissent.

« DÉCHARGE PUBLIQUE... »



GARVOTTE

# BOYCOTTONS BÉATRICE-CRESCENT DÉMÉNAGÉ EN ONTARIO!



**L**es Ex... de Béatrice Crescent, qui luttent pour récupérer leurs emplois perdus après que la compagnie eut décidé de déménager la presque totalité de sa production en Ontario, ont besoin d'un petit coup de pouce de votre part. La compagnie Béatrice-Crescent, à la faveur d'une campagne de publicité, tente de revenir en masse sur le marché québécois.

**Q**uestion de démontrer à ces multinationales qu'au Québec, on préfère manger des produits fabriqués ici, les Ex... de Béatrice-Crescent demandent votre soutien, soit d'éviter d'acheter des produits Béatrice-Crescent, tant et aussi longtemps qu'ils n'auront pas retrouvé leurs emplois.